

Le Comité d'audit, concept, structure et condition d'efficience dans les pratiques de la gouvernance d'entreprise

**Dr. ec. Alexandru Rusovici
expert comptable, auditeur financier**

CILEA
Le IXe Séminaire International
Bucarest, ROUMANIE, 4-5 novembre 2003

La Gouvernance d'Entreprise

(„Corporate Governance”)

„ Pour que l'on ne puisse pas abuser du pouvoir,
il faut que par disposition des choses, le pouvoir arrête
le pouvoir „

Charles de Secondat, baron de la Brede et de
Montesquieu
„De l'esprit des lois” (1748)



- **Les Administrateurs Non Exécutifs et le Conseil de Surveillance – Un point focal de bonne entreprise**
- **Contrôle Interne et Audit Interne**
- **Audit Externe**
- **Présentation sur la Gouvernance d'Entreprise**
- **Le Comité d'Audit**

**DOCUMENT DE
DISCUSSION**

**sur les Déclarations Financières et
les aspects d'audit de la
Gouvernance d'Entreprise**

(25 Juillet 2003)

„La Gouvernance d’entreprise”

Définitions :

- „La Gouvernance d’entreprise”- groupe de relations entre les dirigeants, le conseil d’administration, les actionnaires et les autres propriétaires de titres, par lequel on établit la structure et les objectifs de l’entreprise, les moyens de réalisation de ces objectifs et la monitorisation des performances.” (OECD)
- „L’organisation des liens entre le management et les actionnaires dans une entreprise” - Antoine Monod
- „Ensemble de structures et réglementations juridiques, économiques et techniques de gestion et contrôle qui assure le management correct et efficace de l’entreprise” - Luigi Martino & Giada Ragazzino

„Gouvernance d'entreprise” – Signification :

- La Gouvernance d'entreprise exprime le soutien par les dirigeants, clients, actionnaires, salariés, banques, débiteurs, institutions gouvernementales...etc, de tout ce que assure le succès de toute entreprise.
- Les marchés nouveaux et les économies en transition ont la responsabilité d'assurer la Gouvernance d'entreprise, d'utiliser de pratiques correctes de gestion et contrôle pour avoir priorité au financement nécessaire à leur développement économique.

„La Gouvernance d'entreprise suppose la TRANSPARENCE

„La Gouvernance d’entreprise” et les informations financières

- La Gouvernance d’entreprise nécessite des pratiques de transparence, l’élaboration et la présentation correcte, sincère des informations financières
- Les politiques d’information et de communication des informations financières doivent assurer la transparence :
 - des objectifs et de la stratégie de l’entreprise
 - le rapport concernant la performance et les risques
 - des informations sur les événements significatifs de l’exercice.

Les informations financières doivent être examinées par le Comité d’audit et approuvées par le Conseil d’Administration

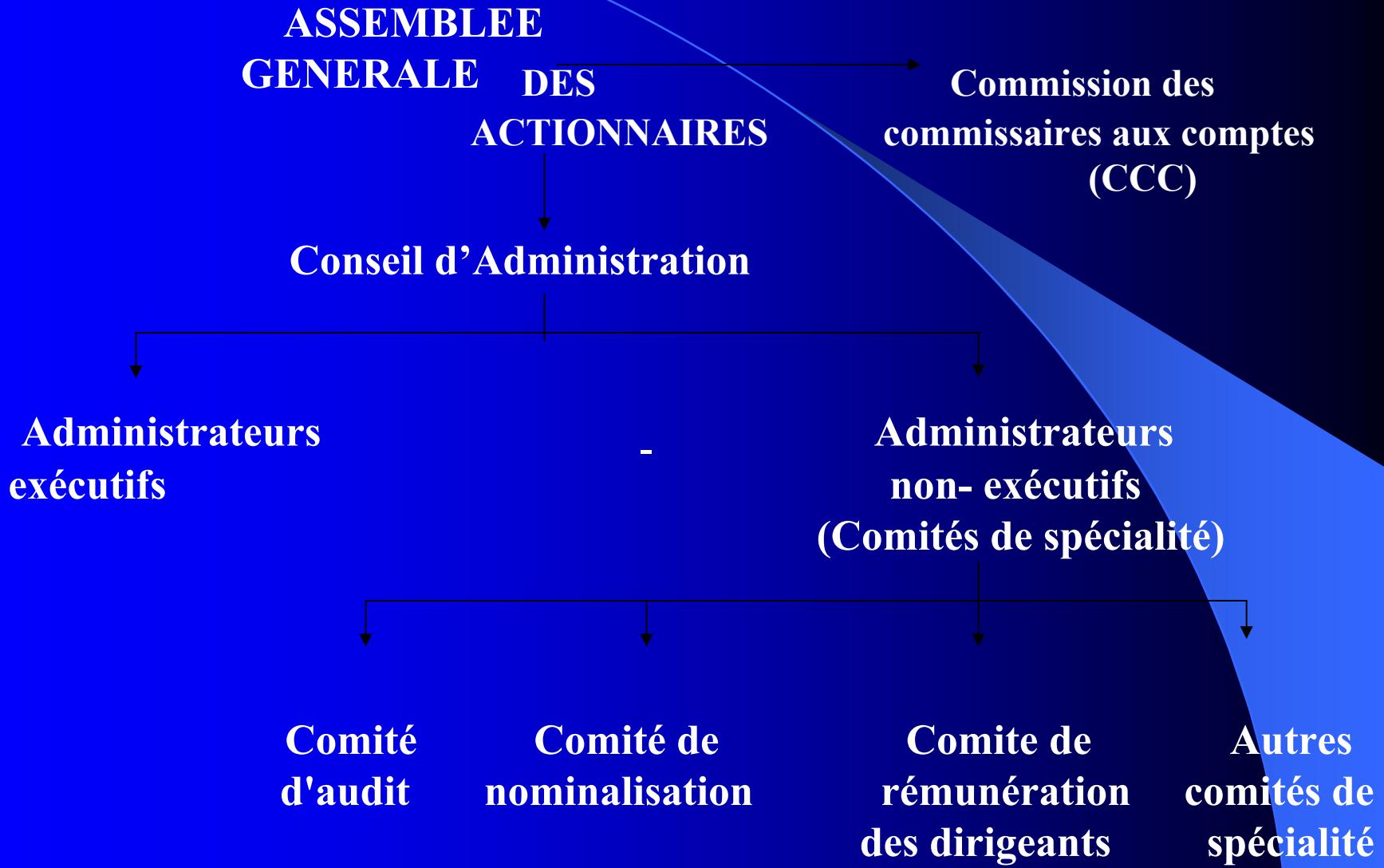
Le système de gouvernance MONISTA :

ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES

Conseil
d'Administration

Commission des
commissaires aux comptes

Le système de la gouvernance DUAL :



„ Cadbury Committee ” *

Contrôle et information financière

- Le Conseil (d’Administration) doit élire un comité d’audit formé au moins de 3 administrateurs non exécutifs ** dont les compétences et responsabilités doivent être clairement précisées
- Le Conseil d’Administration doit établir l’extension de la responsabilité du comité d’audit pour l’élaboration des comptes annuels et du rapport de leur présentation, avant le rapport des auditeurs, où on précise aussi leur propre responsabilité ***
- Les Administrateurs doivent confirmer dans le rapport annuel la continuité de l’exploitation, en précisant, s’il est nécessaire, les hypothèses retenues et les incertitudes.

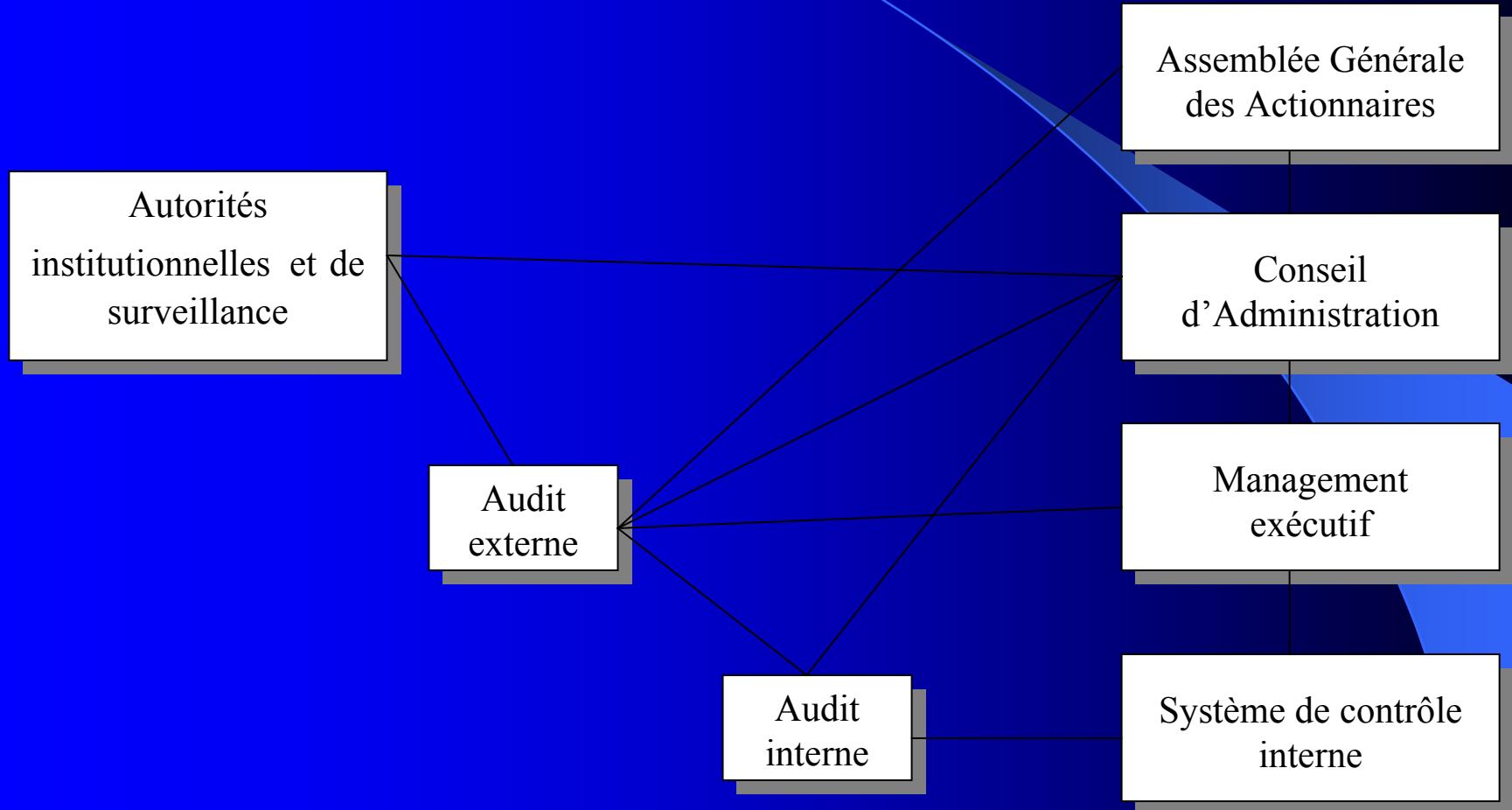
* Extrait - Traduction Deloitte Touche Tohmatsu

** Les Administrateurs non exécutifs doivent être pour la plupart indépendants

*** Le Comité d’audit doit se réunir au moins 2 fois par an, dont au moins une fois en absence des dirigeants

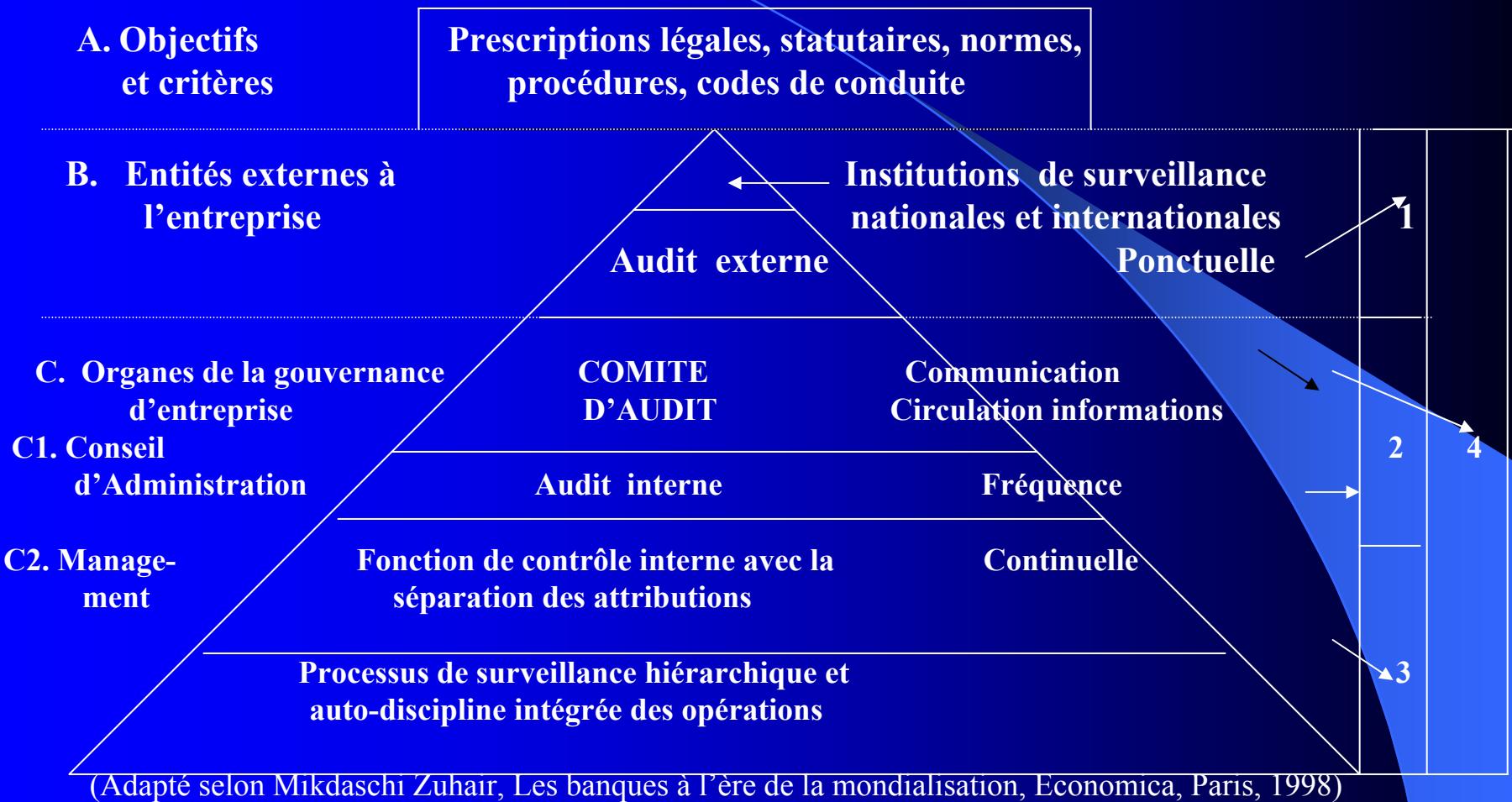
- La présence dans le Conseil d'Administration des comités spécialisés, surtout du Comité d'Audit, mène vers l'amélioration des relations entre les organismes de gouvernance (le Conseil d'Administration - la Commission des Commissaires aux Comptes) entre PDG – ED et NE-D
- Les Comités spécialisés du Conseil d'Administration développent leur activité strictement collégialement. L'appartenance à un comité, à savoir au comité d'audit, ne restreint pas le droit à l'information reconnu à chaque membre du Conseil d'Administration.
- Le refus d'un administrateur de fournir des données ou des documents nécessaires à l'information, la connaissance ou l'analyse à tout titre, d'une situation quelconque est à condamner, car il affecte la collégialité. Pour des raisons de secret professionnel, l'accès aux informations détenues par la commission de commissaires aux comptes est interdit.

Le système de connexions internes de l'entreprise (FEE)

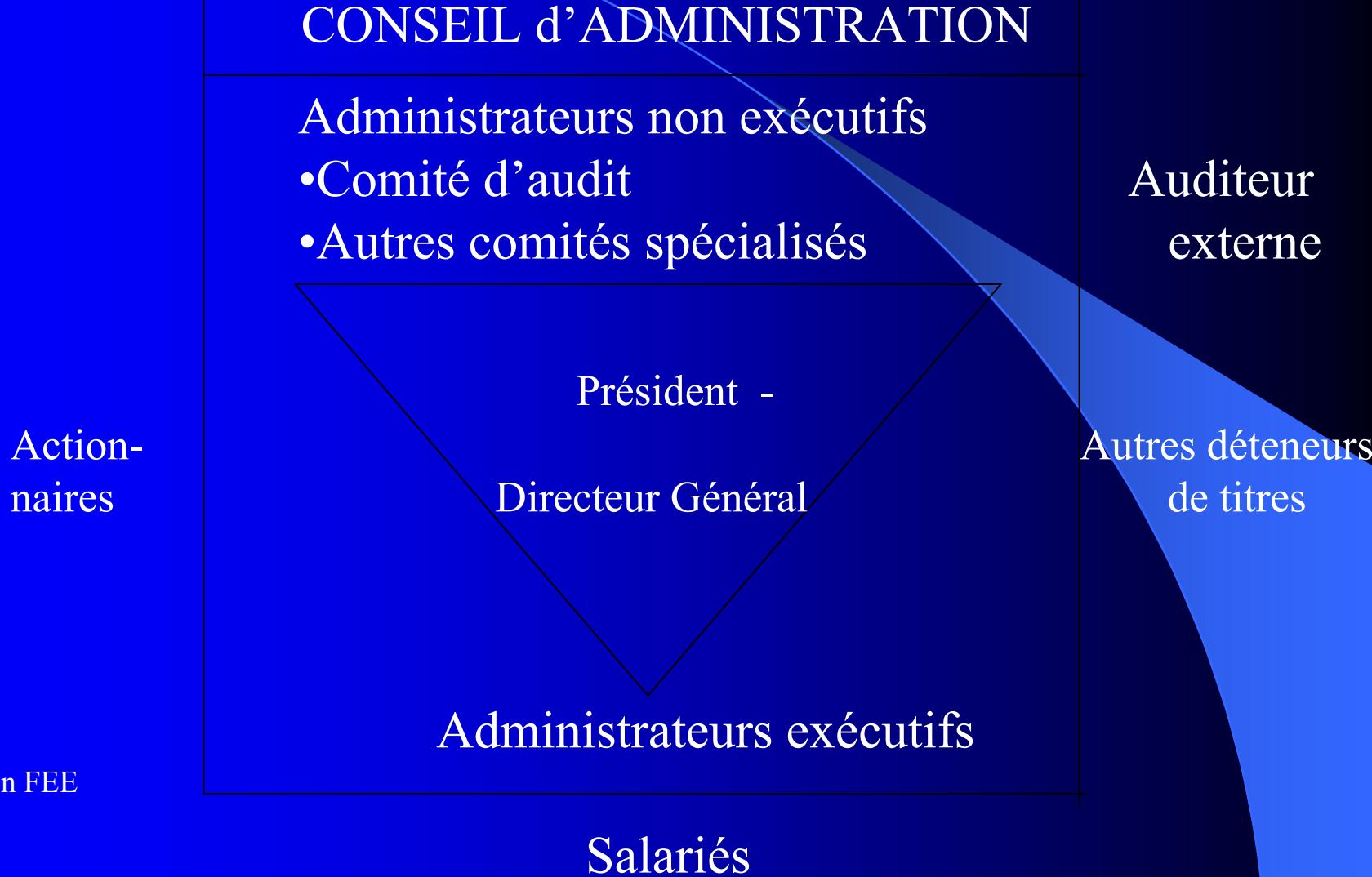


„La Gouvernance d'entreprise”

Pyramide de la structure : surveillance, contrôle, audit



Relations au domaine de la „Gouvernance d'entreprise”*



*Adapté selon FEE

Comité d'Audit

- **Concept dans la pratique de la Gouvernance d'entreprise de développement des relations à l'intérieur du Conseil d'Administration entre ED et N-ED avec les partenaires économiques et sociaux**
- **Organisme du Conseil d'Administration d'organisation - règlement - valorisation du contrôle interne et de l'audit externe**
- **Activité orientée sur l'identification et la connaissance des risques**
- **Monitorisation des risques en vue de prévenir et, selon le cas, de la minimalisation des effets négatifs**
- **Il développe son activité conformément aux principes, attributions et responsabilités établies par l'OECD (FEE)**

Charte du Comité d’Audit

Expresion: de l ’autorisation
du legitimation

Le Comitet d ’ audit



Conformément aux recommandations FEE (adaptées)

La Charte pourrait contenir cinq chapitres :

- 1) Les principes de l’activité du Comité d’Audit
- 2) Les compétences du Comité d’Audit
- 3) Les responsabilités du Comité d’Audit
- 4) Les relations avec l’audit interne
- 5) Les relations avec l’audit externe

Chapitre 1 : Principes de l'activité du Comité d'Audit

Le Comité d'audit représente un facteur d'amélioration de la qualité de l'information financière tant sur le plan interne que dans les relations aux tiers

- Le développement du climat de contrôle – la sensibilisation du personnel pour la nécessité et l'utilité du contrôle
- L'Identification des risques spécifiques, leur évaluation et leur monitorisation
- L'Identification de diverses formes de contrôle, l'actualisation du contenu et de leur qualité
- La stimulation des processus qui assurent l'information et la communication à l'intérieur et à l'extérieur de l'entreprise
- La monitorisation des éléments spécifiques pour la matérialisation de ces principes (FEE)

L'autorité du Comité d'Audit

Le Comité d'Audit doit être autorisé par le Conseil d'Administration avec une autorité explicite pour:

- Obtenir le conseil professionnel externe indépendant;
- Avoir accès aux ressources et aux informations à l'intérieur de la compagnie qu'il considère nécessaires;
- Avoir accès à tout salarié de la compagnie et pouvoir lui demander de participer aux réunions du comité;
- Conduire ses propres investigations sur les activités qui font partie de ses responsabilités;
- Consulter les auditeurs externes pour tout problème relevante, concernant l'indépendance de l'auditeur externe.
(FEE)

Chapitre 2. Les Composantes du Comité d’Audit

2.1 La compréhension des missions et l'évaluation de l'activité de contrôle interne, à savoir:

- La surveillance du climat de contrôle et du niveau de compréhension par le personnel des actions de contrôle interne.
- L'évaluation des risques rencontrés par l'entité et la manière de leur monitorisation.
- La compréhension de l'activité d'audit interne et de contrôle interne, l'analyse des procédures et les aspects conclusifs des missions effectuées.
- La collection, l'analyse et la présentation au Conseil d'Administration des propositions d'amélioration de l'activité; la poursuite de leur solution.

CILEA

2.2 La Monitorisation des activités d'audit externe

L'audit externe se déroule parallèlement à l'activité spécifique de la Commission des Commissaires aux Comptes / CCC chacun ayant des objectifs et des procédures spécifiques

Le Comité d'audit :

- Donne un avis indépendant du Conseil d'Administration à l'élection et la nomination des auditeurs externes et des membres des commissions de commissaires aux comptes/ CCC
- Participe à l'établissement des honoraires et exprime son opinion à l'égard les propositions formulées et les compétences des personnes nominalisées.
- Examine les programmes et les éléments prévus pour les interventions (nature et extension de l'audit externe, la connaissance et la capacité d'identification des risques, les sources d'information / documentation, la qualité des procédures de contrôle, le calendrier qui a été prévu) Contrôle le niveau auquel on a finalisé les conclusions et les recommandations acceptées des documents d'audit et les communications reçues de la Commission de Censeurs

Chapitre 3. Les responsabilités du Comité d'audit

3.1 Les responsabilités de base :

- Le Comité d'audit est le garant de la prévention de l'engagement d'entreprise dans les projets, dans assomption d'obligations et d'attributions sans conformité avec les objectifs statutaires, ou dans les transactions à niveau élevé de risque, qui, par leur nature apportent de graves préjudices.
- La surveillance de l'élaboration et de la présentation des rapports financiers, l'examen des informations financières intérimaires et annuelles, d'autres informations publiées par la compagnie, pour assurer leur équilibre général et leur transparence.
- La monitorisation de l'activité et des ressources de la fonction du contrôle interne.
- La monitorisation de la relation avec l'auditeur externe.
- La connaissance et la valorisation des opinions énoncées par les membres du Conseil d'Administration à la fin de l'exercice et l'établissement des résultats.
- La présentation au Conseil d'Administration pour approuvement, des propositions et des recommandations qui assurent la promotion de le Gouvernement d'entreprise avec le respect de l'image de la société et de la transparence à l'égard les investisseurs.

3.2 Responsabilités complémentaires :

- Surveillance de l'activité de contrôle concernant les risques significatifs auxquels l'entreprise doit faire face, quand il n'y a pas de comité spécialisé pour les risques.
- La réalisation des politiques et des pratiques établies par le Conseil d'Administration à l'égard la prévention et la détection des fraudes.
- La réalisation des programmes et des mesures de la compagnie concernant la Gouvernance d'entreprise et surtout à la promotion des règles éthiques et déontologiques des affaires.

Chapitre 4. Les relations du Comité d'audit avec l'audit interne

4.1. La fonction d'audit interne est subordonnée au PDG, au Conseil d'Administration ; elle est réalisée à l'intermède du Comité d'audit qui assure:

- L'habilitation, selon le cas, la réhabilitation de la fonction d'audit interne
- L'assurance des ressources nécessaires à l'exercice des attributions réparties
- La nomination du dirigeant du compartiment de contrôle interne ; il analyse la démission ou la fin de sa mission
- L'accès aux informations financières, selon le cas et aux informations non financières
- La création des conditions nécessaires à la connaissance et l'application des normes professionnelles
- La actualisation des objectifs / procédures de contrôle conformément aux décisions du Conseil d'Administration, aux règles et réglementations en vigueur

4.2 Le Comité d'audit a comme préoccupation permanente :

La maximisation de l'efficacité des fonctions d'audit interne / contrôle interne et d'audit externe. Pour ce but:

- Il assure que la fonction d'audit interne soit examinée professionnellement par le Conseil d'Administration;
- Il évalue les plans d'action de l'audit interne en corrélation avec le système de management du risque ;
- Il examine les rapports concernant la réalisation des plans d'action et les rapports annuels ;
- Il examine les évaluations, les opinions et les propositions du management concernant les constatations et les si recommandations de l'audit interne;
- Il assure sur demande, l'accès du dirigeant du compartiment d'audit interne au PDG

Chapitre 5. Les relations avec l'audit externe

La monitorisation des relations des auditeurs externes avec la compagnie et avec le management, qui par sa nature assure l'indépendance des auditeurs sur toute la durée de la mission d'audit et l'accomplissement par ceux-ci des suivantes taches:

- Examiner les politiques et les pratiques comptables en incluant, là où il est nécessaire, des alternatives et des évaluations concernant les principes comptables appliqués ;
- Présenter au comité d'audit et aux autres membres du Conseil d'Administration des informations relevantes, qui assurent la compréhension du caractère de la mission d'audit, de la stratégie d'audit, tout comme des limites du processus d'audit par rapport aux risques relevantes de la compagnie ;
- Rapporter au Conseil d'Administration et au Comité d'audit les points faibles de la comptabilité et du Système de contrôle interne
- Présenter le rapport d'audit financier conformément aux prévisions des Normes Internationales d'audit financier et aux clauses contractuelles.

- L'audit externe a un rôle important dans la promotion de la connaissance et du contrôle de l'application des normes de comptabilité, tout comme du système de la Gouvernance d'entreprise
- Un dialogue actif et constructif entre les auditeurs externes et le management, avec le Comité d'audit et avec les autres comités spécialisés est important, tant pour s'assurer que les auditeurs externes détiennent des informations relevantes qui leur permettent d'établir des conclusions raisonnables sur lesquelles ils puissent baser leur opinion d'audit, et aussi qu'ils puissent informer sur leurs constatations intermédiaires.

Il offre une opinion indépendante relativement aux informations financières

FEE suggère que la phrase standardisée par laquelle l'auditeur exprime son opinion dans le rapport d'audit reçoit la forme suivante: *“Give a true and fair view of the Company as of December 31, 20xx, and of the results of the year then ended in accordance with International Financial Reporting Standards.”*
(FEE)

Respectivement:

« L'image sincère et correcte concernant la position financière de la société à 31 décembre 20xx, des résultats opérationnels et des flux de trésorerie à la clôture de l'exercice, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière. » (FEE)

SA – « Sarbanes-Oxley Act »

es réglementations SEC et la loi Sarbanes-Oxley, parmi les autres mesures de contrôle, prévoient que les informations financières comprennent aussi le rapport de contrôle interne du management, qui contient:

- L'expression de la responsabilité du management pour l'établissement et le maintien d'un contrôle interne adéquat.
- Précision du cadre général employé par le management d'évaluation de l'efficience du contrôle interne.
- L'évaluation du management et de la déclaration concernant l'efficience du contrôle interne sur les informations financières de l'exercice.
- Une déclaration que la société d'audit externe qui a audité les informations financières a attesté l'évaluation du contrôle interne par le management.

„Le Comité d'audit – un interlocuteur privilégié ” Résultats statistiques *

- Pour 79% du total des sociétés étudiées, l'activité du Comité d'audit a permis une communication plus sûre, complète et homogène entre le Conseil d'Administration et les commissions de censeurs (commissaires aux comptes) remarquée par avoir devenu l'élément clé de la Gouvernance d'entreprise.
- 60% des sociétés reconnaissent que l'existence du Comité d'audit permet l'assurance d'une meilleure indépendance par rapport aux directeurs non et au président du Conseil d'Administration.
- Au cas où les membres du Comité d'audit ont l'intention de s'adresser à des interlocuteurs au dehors l'entreprise, l'avis favorable du président a été de 60%
- L'opportunité de l'adoption d'une „Charte du Comité d'audit”
- La liberté d'auto-réclamation du comité d'audit a été de 87%
- Le secret professionnel a été invoqué par le comité d'audit pour 55% des cas
- L'indépendance des membres du Conseil d'Administration est discutable en USA et UK, car les administrateurs, à l'origine, pouvaient être des salariés de la société.

* Extrait de l'enquête et des résultats de trois études effectuées par KPMG de la période 1997-1999

<u>Echantillon :</u>	Etats Unis	1336	les premières entreprises cotées
	Grande Bretagne	350	les premières entreprises cotées
	Japon	1300	les premières entreprises cotées
	Allemagne		toutes les sociétés cotées à DAX 28
	France		toutes les sociétés cotées à CAC 40

Comitetul de audit, concept, structură și condiție de eficiență în practicile guvernării întreprinderii

**Dr. ec. Alexandru Rusovici
expert contabil, auditor finanțiar**

CILEA
Al IX-lea Seminar Internațional
București, ROMÂNIA, 4-5 noiembrie 2003

Guvernarea Întreprinderii („Corporate Governance”)

„Pour que l'on ne puisse pas abuser du pouvoir,
il faut que par disposition des choses, le pouvoir arrête
le pouvoir ,”

Charles de Secondat, baron de la Brede et de
Montesquieu
„De l'esprit des lois” (1748)



**DISCUSSION PAPER
on the Financial Reporting
and Auditing aspects of
Corporate Governance
(25 July 2003)**

- Non-Executive Directors and the Supervisory Board- A Focal Point of Good Corporate
- Internal Control & Internal Audit
- External Audit
- Disclosure about Corporate Governance
- Audit Committee

„Guvernarea Întreprinderii”

Definiții :

„Guvernarea Întreprinderii”, set de reguli, norme, relații între management, consiliu de administrație, acționari și alți deținători de titluri, prin care se stabilește structura și obiectivele firmei, mijloacele de realizare a acestor obiective, precum și monitorizarea performanțelor.” (OECD)

„Organizarea legăturilor dintre conducători și acționari în cadrul unei societăți ” - Antoine Monod

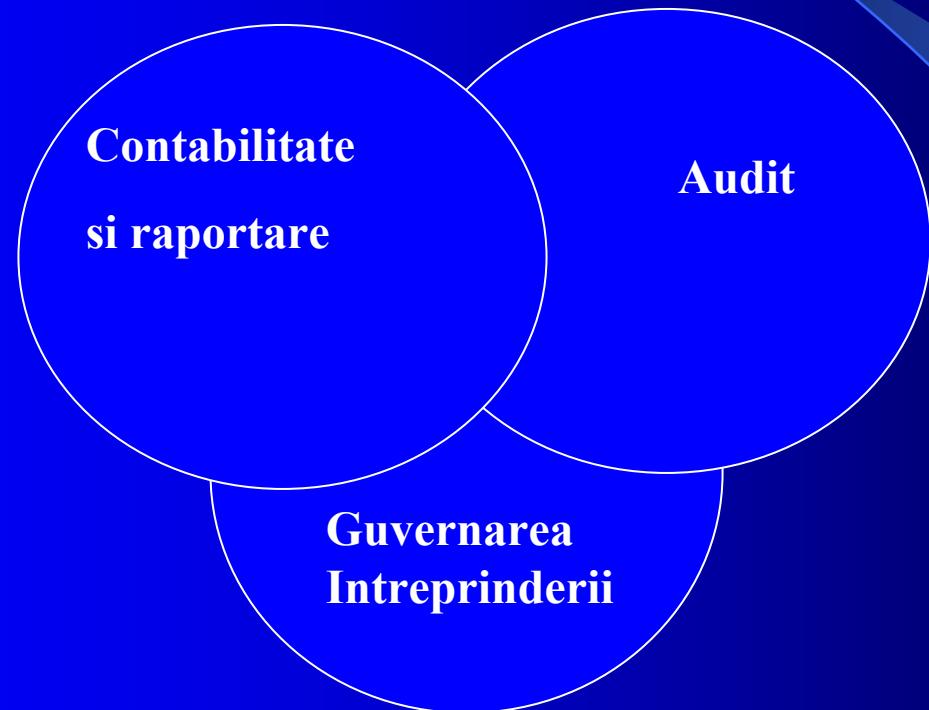
„Ansamblu de structuri și reglementări de gestiune și control, juridice, economice, și tehnice care asigură conducederea corectă, eficientă a Întreprinderii” - Luigi Martino & Giada Ragazzino

Guvernarea Întreprinderii” – Semnificație :

Guvernarea Întreprinderii exprimă susținerea de către clientelă , acționari , salariați , creațieri, instituții guvernamentale ... etc. a ceea ce asigură succesul oricărei întreprinderi.

Piețele emergente și economiile în tranziție au datoria să asigure Guvernarea Întreprinderii, să folosească practici corecte de gestiune și control pentru a putea accede la finanțarea necesară creșterii lor economice

Guvernarea Intreprinderii intre Raportare Financiara si Audit



CILEA

Al IX-lea Seminar Internațional

București, ROMÂNIA, 4-5 noiembrie 2003

4.1

„Guvernarea Întreprinderii” și informațiile financiare

- Guvernarea Întreprinderii solicită practici de transparentă, elaborarea și prezentarea corectă, sinceră a raportărilor financiare
- Politicile de informare și de raportare finanțieră trebuie să asigure transparentă :
 - ♦ obiectivelor și strategiei manageriale a Întreprinderii
 - ♦ raportarea cu privire la performanță și riscuri
 - ♦ informații în legătură cu evenimentele semnificative ale exercițiului

Raportările financiare trebuie să fie examineate de Comitetul de audit și aprobate de Consiliul de Administrație

CILEA

Al IX-lea Seminar Internațional

București, ROMÂNIA, 4-5 noiembrie 2003

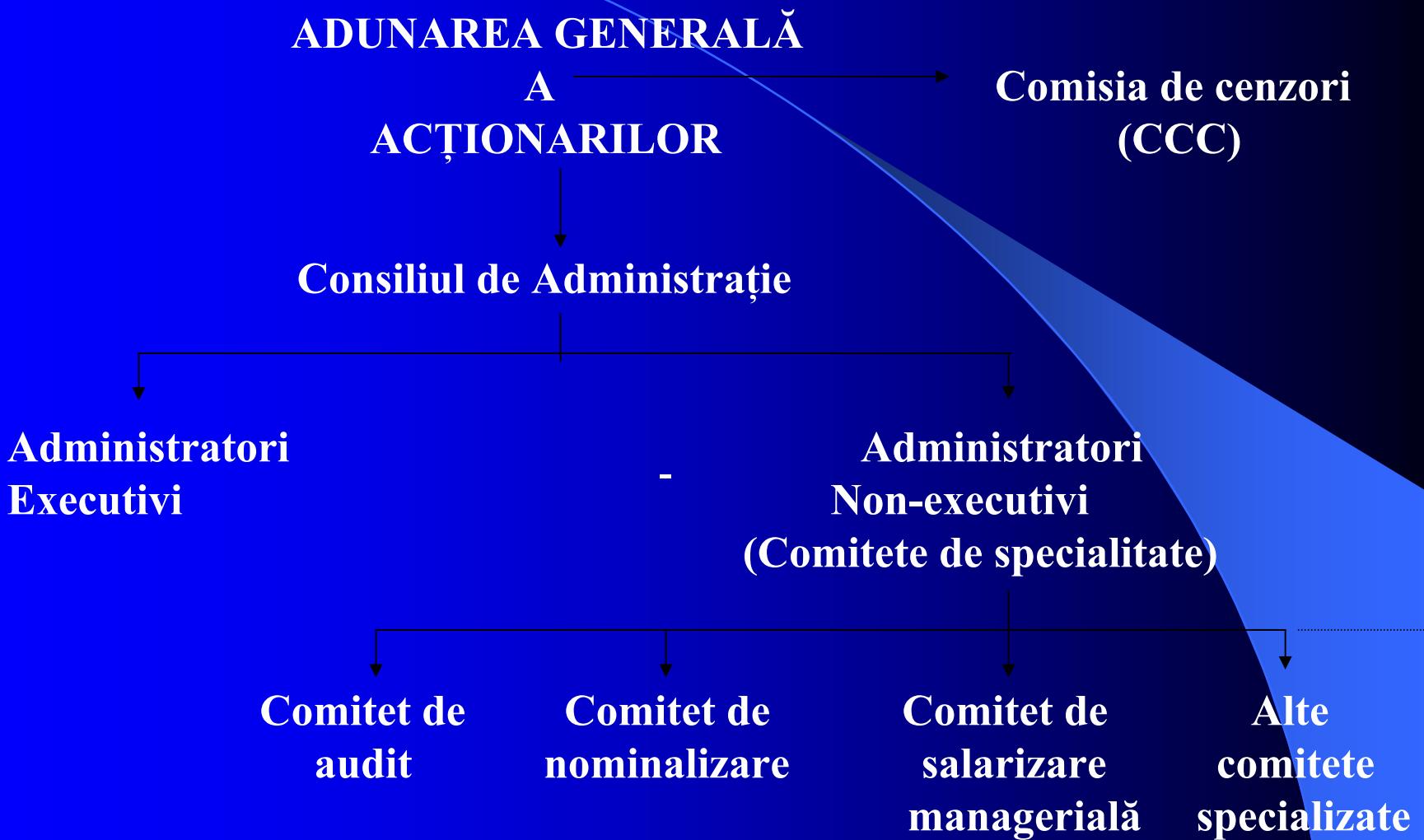
Sistemul de conducere MONISTĂ :

ADUNAREA GENERALĂ A ACȚIONARILOR

Consiliul de
Administrație

Comisia de cenzori
(Comisarii de conturi)

Sistemul de conducere DUAL :



CILEA

AI IX-lea Seminar Internațional

București, ROMÂNIA, 4-5 noiembrie 2003

„ Cadbury Committee ” *

controlul și informația financiară

Consiliul (de Administrație) trebuie să aleagă un comitet de audit care să cuprindă cel puțin 3 administratori non-executivi ** ale căror competențe și responsabilități trebuie să fie clar precizate

Consiliul de Administrație trebuie să stabilească extinderea responsabilității comitetului de audit în elaborarea conturilor anuale, și a raportului de prezentare a acestora, înainte de raportul auditorilor, în care este de asemenea precizată responsabilitatea proprie ***

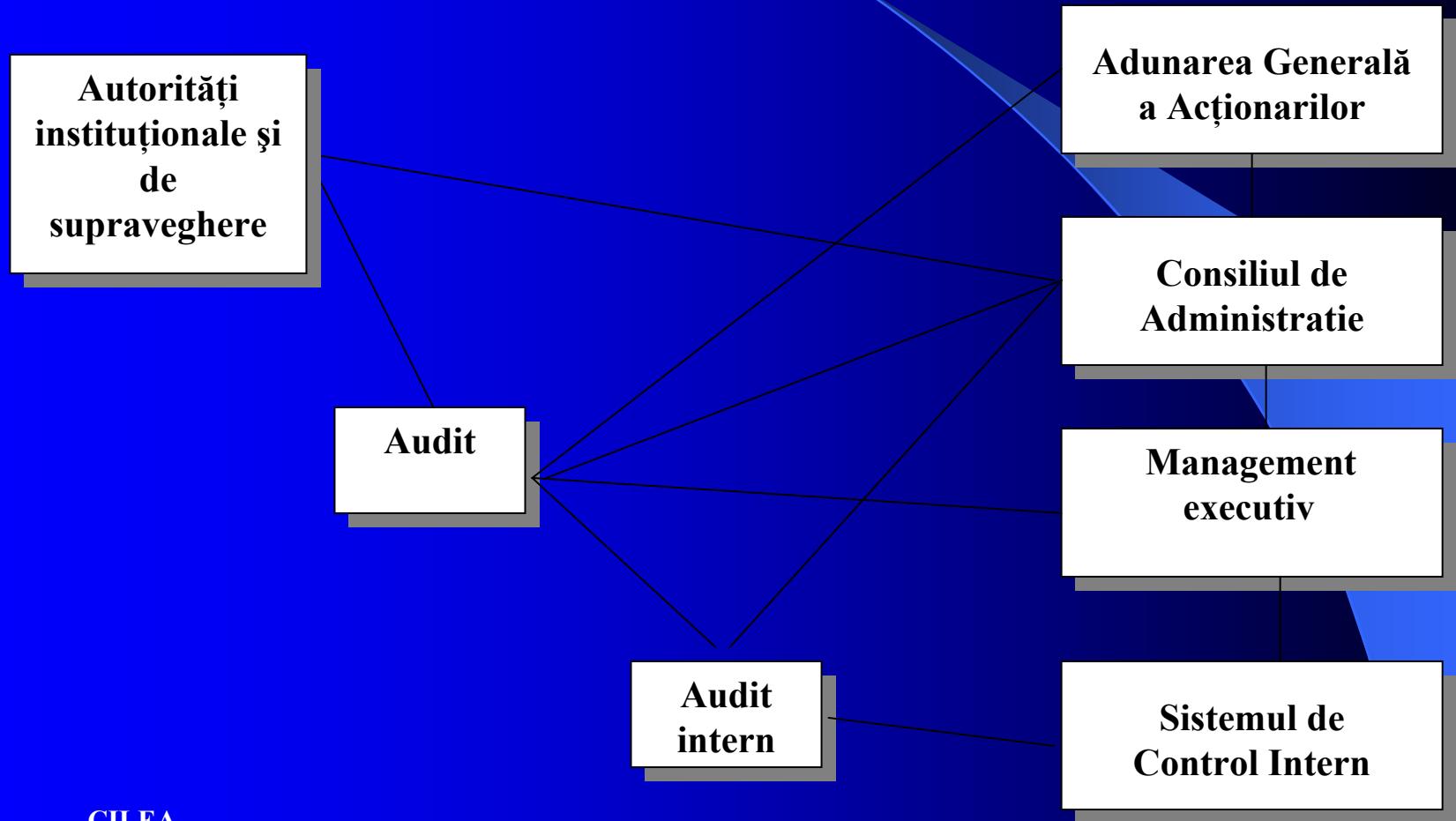
Administratorii trebuie să confirme în raportul anual continuitatea exploatarii, precizând, dacă este necesar, ipotezele reținute și incertitudinile

Prezența în Consiliul de Administrație a comitetelor specializate, în special a Comitetului de audit conduce la îmbunatașirea relațiilor între organele de conducere (Consiliul de Administrație – Comisia de Cenzori), între PDG – ED și NE-D

Comitetele specializate ale Consiliului de Administrație își desfășoară activitatea în mod strict colegial. Apartenența la un comitet, mai precis la comitetul de audit nu restrânge dreptul la informare recunoscut fiecărui membru al Consiliului de Administrație.

Refuzul unui administrator de a furniza date sau documente necesare informării, cunoașterii sau cercetării cu orice titlu, a unei situații oarecare este condamnabilă, întrucât afectează colegialitatea. Pentru considerente de secret profesional accesul la informațiile deținute de comisia de cenzori / comisanii de conturi este interzis.

Sistemul de legături interne al întreprinderii (FEE)



CILEA

Al IX-lea Seminar Internațional

București, ROMÂNIA, 4-5 noiembrie 2003

„ Guvernarea întreprinderii ”

Piramida structurii : supraveghere, control, audit

A. Obiective
și criterii

Prescripții legale, statutare, norme
proceduri, coduri de conduită

B. Entități externe
întreprinderii

Instituții de supraveghere
naționale și internaționale

C. Organe de conducere
a întreprinderii

C1. Consiliul de
Administrație

C2. Manage -
ment

Audit extern

COMITETUL
DE AUDIT

Audit intern

Funcție de control intern cu
separarea atribuțiilor

Procese de supraveghere ierarhică și
autodisciplină integrată operațiilor

Punctuală

Comunicare
Circulația informațiilor

Frecvență

Continuă

1

4

3

2

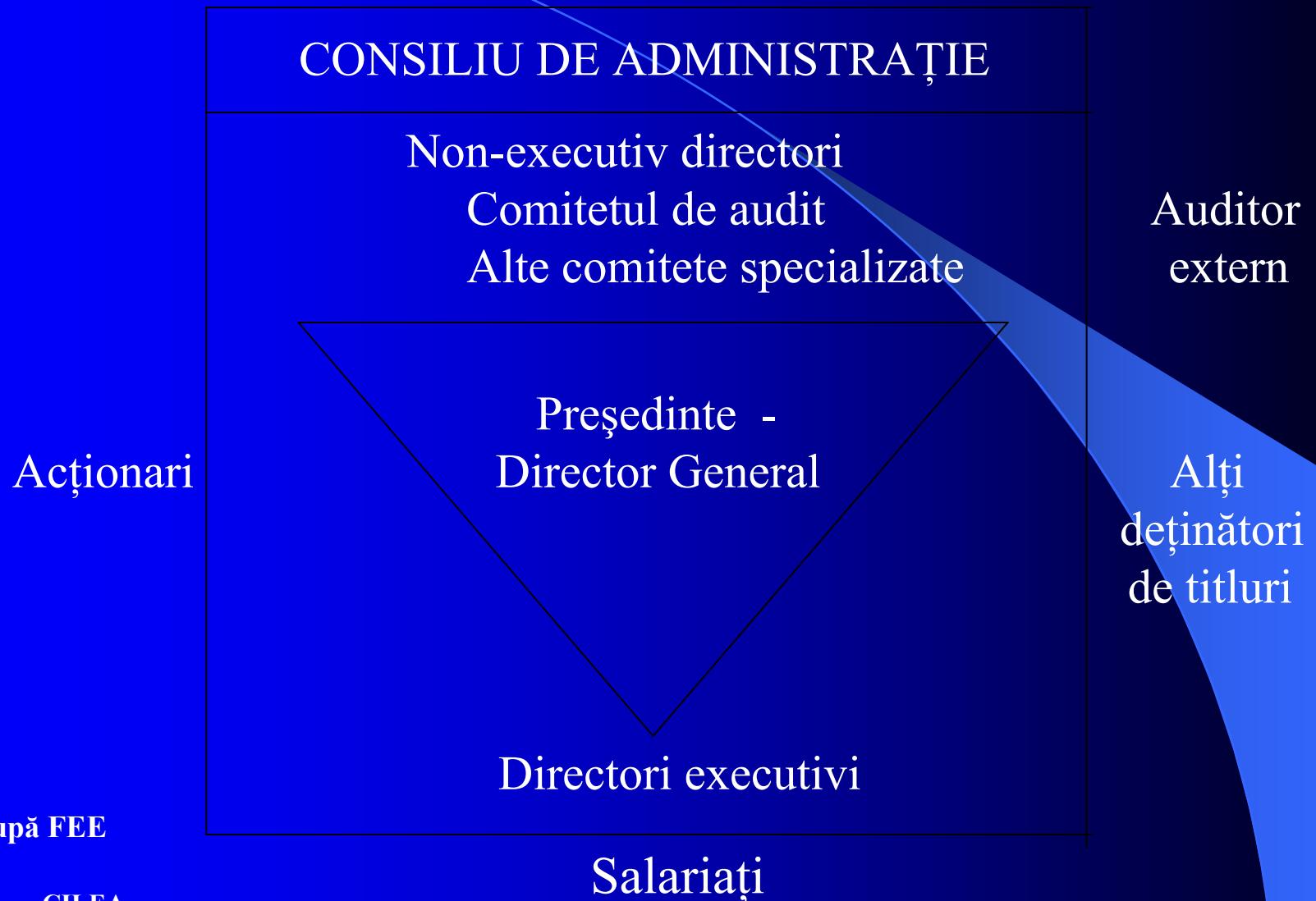
(Adaptat după Mikdaschi Zuhair, Les banques à l'ère de la mondialisation, Economica, Paris, 1998)

CILEA

Al IX-lea Seminar Internațional

București, ROMÂNIA, 4-5 noiembrie 2003

Relații în cadrul „Guvernării întreprinderii”*



*Adaptat după FEE

omitetul de audit

Concept în practica Guvernării întreprinderii de dezvoltare a relațiilor în interiorul Consiliului de Administrație între ED și N-ED cu partenerii economici și sociali

Organism al Consiliului de Administrație de organizare – reglare – valorificare a controlui intern și a auditului extern

Activitate orientată pe identificarea, și cunoașterea risurilor

**Monitorizarea risurilor în vederea prevenirii, iar după caz,
a minimizării efectelor negative**

Charta Comitetului de audit

Expresie a : autoritatii

Comitetului de audit



legitimitatii

n concordanță cu recomandările FEE (adaptate) Charta ar putea cuprinde cinci capitole :

1) Principiile activității Comitetului de audit

) Competențele Comitetului de audit

CILEA

Al IX-lea Seminar Internațional

București, ROMÂNIA, 4-5 noiembrie 2003

) Responsabilitățile Comitetului de audit

apitolul 1 : Principii ale activității

Comitetului de audit

Comitetul de audit reprezintă un factor de îmbunătățire a calității informației financiare pe plan intern cât și în relațiile cu terții

Cultivarea climatului de control – sensibilizarea personalului pentru necesitatea și utilitatea controlului

Identificarea riscurilor specifice, evaluarea și monitorizarea acestora

utoritatea comitetului de audit

omitetul de audit trebuie să fie împuternicit de Consiliul de Administrație cu autoritate explicită pentru:

A obține consiliere profesională externă independentă;

A avea acces liber la resursele și informațiile din cadrul companiei pe care le consideră necesare;

A avea acces liber la orice angajat din cadrul companiei și a-i putea cere să participe la întrunirile comitetului;

CILEA
AAI - Asociația profesionistă a auditorilor independenți
București, ROMÂNIA, 4-5 noiembrie 2003
A conduce propriile investigații asupra activităților care intră în responsabilitatele sale;

apitolul 2. Componentele Comitetului de audit

.1 Înțelegerea misiunilor și evaluarea activității de control intern, respectiv :

Supravegherea calității climatului de control și a nivelului de sensibilizare a personalului față de acțiunile de control intern

Evaluarea risurilor cu care se confruntă entitatea și modul în care acestea sunt monitorizate

Înțelegerea activității de audit intern și de control intern, examinarea procedurilor și aspectelor concluzive ale misiunilor efectuate

.2 Monitorizarea activităților de audit extern

uditul extern se derulează în paralel cu activitatea specifică a Comisiei de Cenzori / CCC fiecare având obiective și proceduri specifice

omitetul de audit :

Acordă un aviz independent de Consiliul de Administrație la alegerea și numirea auditorilor externi și a membrilor comisiilor de cenzori / CCC

Participă la discutarea onorariilor și își exprimă părerea cu privire la propunerile enunțate și competențele persoanelor nominalizate

Examinează programele și elementele prevăzute pentru intervenții (natura și extinderea auditului extern, cunoașterea și capacitatea de identificare a riscurilor, sursele de informare / documentare, calitatea procedurilor de control, calendarul prevăzut)

apitolul 3. Responsabilităile Comitetului de audit

.1 Responsabilități de baza :

Comitetul de audit este garantul prevenirii angajării întreprinderii în proiecte, în asumarea de obligații și atribuții lipsite de conformitate cu obiectivele statutare, sau în tranzacții cu nivel ridicat de risc, de natură să aducă grave prejudicii.

Supravegherea elaborării și prezentării raportărilor financiare, examinarea informațiilor financiare interimare și anuale, a altor informații publicate de către companie, pentru a se asigura de echilibrul general și transparența acestora.

Monitorizarea activității și resurselor funcției de control intern.

Monitorizarea relației cu auditorul extern .

AI IX-lea Seminar Internațional
București, ROMÂNIA, 4-5 noiembrie 2003

3.2 Responsabilități complementare :

Supravegherea activității de control referitoare la risurile semnificative cu care se confruntă compania, în cazul în care nu este constituit un comitet specializat pentru riscuri.

Realizarea politicilor și practicilor companiei cu privire la prevenirea și detecția fraudelor

Realizarea programelor și măsurilor companiei referitoare la Guvernarea întreprinderii și în mod deosebit, la promovarea regulilor de etică și de deontologie în afaceri

apitolul 4. Relatiile Comitetului de audit cu auditul intern

.1 Funcția de audit intern este subordonată PDG, Consiliului de Administrație, se realizeaza prin Comitetul de audit care asigura :

Abilitarea, după caz reabilitarea funcției de audit intern

Asigurarea resurselor necesare exercitării atribuțiilor repartizate

Numirea conducătorului compartimentului de control intern ; ia în considerare demisia sau încheierea misiunii acestuia

Accesul la informațiile financiare, după caz și la informațiile nefinanciare

CILEA

Al IX-lea Seminar Internațional

București, ROMÂNIA, 4-5 noiembrie 2003

21

Crearea condițiilor necesare cunoașterii și aplicării standardelor

.2 Comitetul de audit are ca preocupare permanentă :

aximizarea eficacității funcțiilor de audit intern / control intern și audit extern. In acest scop :

asigura ca functia de audit intern sa fie luata in considerare in mod profesional de către Consiliul de Administrație si Adunarea Generală a Acționarilor ;

evaluatează planurile de acțiune ale auditului intern în corelație cu sistemul de management al riscului ;

examinează rapoartele cu privire la realizarea planurilor de acțiune și rapoartele anuale ;

apitolul 5. Relațiile cu auditul extern

Monitorizarea relațiilor auditorilor externi cu compania și cu managementul de natură să asigure independența auditorilor pe durata misiunii de audit și îndeplinirea de către aceștia a următoarelor îndatoriri :

să examineze politicile și practicile contabile incluzând, acolo unde este necesar, alternative și evaluari cu privire la principiile contabile aplicate ;

să prezinte comitetului de audit și altor membrii ai Consiliului de Administrație informații relevante, care să asigure înțelegerea caracterului misiunii de audit, a strategiei de audit, precum și a limitelor procesului de audit în comparație cu risurile relevante ale companiei ;

să raporteze Consiliului de Administrație și Comitetului de audit punctele slabe ale contabilității și Sistemului de control intern



Auditul extern are un rol important în promovarea cunoașterii și controlul aplicării standardelor de contabilitate, precum și a sistemului de Guvernare a întreprinderii, vis-a-vis de terți.



Un dialog activ și constructiv intre auditorii externi și management, cu Comitetul de audit și celealte comitete specializate este important , atât pentru a se asigura că auditorii externi dețin informații relevante care le permit să stabilească concluzii rezonabile pe care să își bazeze opinia de audit cât și ca să informeze despre constatările lor intermediare.

Oferă o opinie independentă relativ la raportările financiare

FEE are în vedere ca fraza standardizată prin care auditorul își exprimă opinia în raportul de audit să primească forma urmatoare : “Give a true and fair view of the Company as of December 31, 20xx, and of the results of the year then ended in accordance with International Financial Reporting Standards.” (FEE)

Respectiv:

« Imaginea sinceră și corectă cu privire la poziția finanțieră a societății la 31 decembrie 20xx, a rezultatelor operaționale și fluxurilor de trezorerie la închiderea exercițiului, în concordanță cu Standardele Internaționale de Raportare Finanțieră. » (FEE)

S – « Sarbanes-Oxeley Act »

eglementările SEC și legea Sarbanes-Oxeley, între alte măsuri de control, prevăd ca raportările financiare să cuprindă și raportul de control intern al managementului, care cuprinde:

Expresia responsabilității managementului pentru stabilirea și menținerea unui control intern adecvat

Precizarea cadrului general folosit de management de evaluare a eficienței controlului intern

Evaluarea managementului și a declarației cu privire la eficiența controlului intern asupra raportărilor financiare ale exercițiului

O declarație că firma de audit extern care a auditat raportările

~~financiare, a atestat evaluarea controlului intern de către management~~

Al IX-lea Seminar Internațional

București, ROMÂNIA, 4-5 noiembrie 2003

ompania „Elf – Aquitaine”

Grupul „ELF” este alcătuit din mai mult de 750 de societăți, din 80 de țări

Fiecare societate are, în conformitate cu prevederile legale ale țării în care funcționeaza, organe de gestiune și de control

În Franța se află Consiliul de Administrație ales de Adunarea Generală a Acționarilor și Direcția Generală al cărei PDG este numit de C.A.

C.A. este format din 13 persoane care în afară de PDG cuprinde :

2 administratori aleși de salariați,

9 administratori externi

CILEA

Raport **cu privire la activitatea desfășurată**

Comitetul de Audit al Consiliului de Administrație al Companiei Elf Aquitaine, alcătuit din doi administratori, are ca atribut examinarea și analiza, pe de-o parte, a metodelor contabile și procedurilor interne de control, iar pe de altă parte, conturile sociale și conturile consolidate ale Grupului. În acest scop competențele sale se extind asupra serviciilor financiare ale societății, precum și a Comisarilor de Conturi.

În cadrul misiunii sale și în legătură cu obiectivele menționate mai sus Comitetul de Audit – în cadrul a două reuniuni – a procedat la examinarea conturilor și a conturilor consolidate ale exercițiului 1997, precum și a informațiilor financiare și contabile prezentate în Raportul anual al S.A. „Elf Aquitaine”. În conformitate cu Recomandarea sa, Consiliul de Administrație a aprobat aceste documente.

Philippe Pontet

**Președinte al Comitetului de Audit
15 martie 1998**

Charta de functionare a Comitetului de audit al S.A. PERIGEE

- **Articolul 1**
- **Articolul 2**
- **Articolul 3**
- **Articolul 4**

„Comitetul de audit – un interlocutor privilegiat” Rezultate statistice*

În 79% din totalul societăților studiate activitatea Comitetului de audit, a permis o comunicare mai sigură, completă și omogenă între Consiliul de Administrație și comisiile de cenzori (comisarii de conturi) care se remarcă prin a fi devenit elementul cheie al Guvernării întreprinderii

60% din societați recunosc că existența Comitetului de audit permite asigurarea unei mai bune independențe față de non-executiv directori și de președintele Consiliului de Administrație

În cazul în care membrii Comitetului de audit intenționeaza să se adreseze unor interlocutori din afara întreprinderii, avizul favorabil al președintelui a fost de 60%

Oportunitatea unei „Charte a Comitetului de audit” sau Standard, Norme, Statut

*Extră din ancheta și rezultatele a trei studii efectuate de KPMG din perioada 1997-1999
Esantion : USA 1336 primele întreprinderi cotate

UK 350 primele întreprinderi cotate

Secretar profesional invocat de comitetul de audit a fost în 55% din cazuri
Germania toate societatile cotate la DAX 28
Franta toate societatile cotate la CAC 40

Independența membrilor Consiliului de Administratie este discutabilă in USA și UK,

ote Bibliografice

harkan (J.P) „Keeping Good Company – A Study of Corporate Governance in Five Countries”
Clarendon Press, Oxford, 1944

harreaux Gerard Ed. „Le Gouvernement des entreprises – Corporate – Governance, Theories et faits,” Economica Paris, 1997

encioni G., Cimarosti G., „Integrazioni tra il sistema di controllo interno ed il Governo d’Azienda (Corporate Governance) in il controllo legale dei conti”, CMDCC Giuffrè Editore, Milano 1998

ikdashi Z., „Les banque à l’ère de la mondialisation, Economico, Paris, 1998

arrot F., „Le Gouvernement d’entreprise” - Ce qui a déjà changé - Ce qui va encorre evoluer” Maxima, Paris 1999

CDE, „Principles de gouvernement d’entreprise de l’OECD”, OCDE, Paris, 1999